

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 27/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRANDEFERT (SA CARRIERES DE)**

7 Rue des Métiers  
35730 Pleurtuit

Références : 2024.391 - recommandé n° 1A 215 042 4020 4  
Code AIOT : 0005500037

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement BRANDEFERT (SA CARRIERES DE) implanté LES VAUX 22130 Corseul. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection consiste à la vérification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRANDEFERT (SA CARRIERES DE)
- LES VAUX 22130 Corseul

- Code AIOT : 0005500037
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 1er avril 1999, modifié le 31 décembre 2002 et le 22 mars 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Clôture	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 4.3.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Eaux de ruissellement et d' exhaure	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 9.3.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Normes	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 9.4.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 9.5.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	BRUITS	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 11	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 2	Sans objet
3	Accès sur la carrière	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 6.1.	Sans objet
7	POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 10	Sans objet
9	VIBRATIONS	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence le non respect des valeurs limites et de l'auto-surveillance pour les eaux rejetées. Un arrêté de mise en demeure est donc proposé.

Des points de vigilance ont été identifiés concernant la protection des bassins, le maintien de merlon et la situation acoustique de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'autorisation est accordée pour une durée de 25 ans à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>L'emprise de l'établissement sur laquelle s'exerceront les activités visées ci-dessus porte sur les parcelles de CORSEUL : section H n° 551p, 552p, 553, 556, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566p, 569, 571, 572, 573, 579, 580, 592, 603p, 604, 607, 608, 609, 610, 983, 984, 1200, 1201, 1202p, 1203.</p> <p>Les parcelles de CORSEUL : section YB n° 19p, 20, 21, 22, 51p, 61, 71p, 72p.</p> <p>Section A de SAINT-MAUDEZ N° 860, 862, 905, 1097, 1098, 1253, 1255, 1256, 1477, 1478, 1479, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1564, 1566 anciens chemins communaux DP, représentant une surface de 522 446 m<sup>2</sup>.</p> <p>Au sein de celles-ci, la zone d'extraction portera sur les parcelles cadastrées (commune de CORSEUL) section H n° 551p, 565, 566p, 569, 571, 572, 573, 579, 580, 592, 603p, 1200p, 1201, 1202p, et section YB n° 19p, 20, 21, 51p, 61, 72p anciens chemins communaux OP, de la commune de CORSEUL représentant une surface de 337 670 m<sup>2</sup></p> <p>L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire ou des contrats de forage dont il est titulaire</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation de 2023 indique les parcelles sur le périmètre autorisé, le cadastre a évolué depuis l'arrêté de 1999 avec des regroupements de parcelles.</p> <p>La demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction tient compte de la révision du cadastre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Clôture

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 4.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès de toute zone dangereuse sera interdit par une clôture.</p> <p>Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.</p> <p>Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part en périphérie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les bassins situés en entrée de site ne sont pas protégés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place les éléments de protection au niveau des bassins en entrée de site.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Accès sur la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 6.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès sur la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, seront maintenus en bon état.  Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.  En-dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté que la route d'accès à la carrière est enrobée et dispose d'un local permettant le contrôle des personnes, de plus l'entrée du site est fermée par un portail en dehors des heures d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Eaux de ruissellement et d' exhaure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 9.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement et d' exhaure
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de ruissellement et d'exhaure seront collectées avant rejet, elles sont concentrées en fond de carrière, puis pompées et dirigées vers 2 bassins de décantation qui auront un volume total minimum de 1500 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté que les eaux de ruissellement sont collectées, cependant une ouverture dans un merlon est constatée au niveau de la piste de la centrale en limite de périmètre. L'exploitant indique que le circuit des eaux a été modifié récemment, les eaux collectées sur la zone d'extraction sont stockées en fond de fouille avant rejet, et les eaux collectées sur les zones de stockages et des installations servent au lavage des matériaux. Cette modification de la gestion des eaux est intégrée dans la demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit renforcer le merlon en limite de périmètre afin de collecter l'ensemble des eaux sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Normes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 9.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Normes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux canalisées seront rejetées dans le milieu au niveau de la parcelle n°A 1536. Elles devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH compris en 5,5 et 8,5</li> <li>• Température inférieure à 22°C</li> <li>• MEST (2) inférieur à 25 mg/l</li> <li>• DCO (3) inférieure à 125 mg/l</li> <li>• Hydrocarbures inférieur à 10 mg/l</li> <li>• Fer Inférieur à 1 mg/l</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au début sur vingt quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mgPt/l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux rejetées pour l'année 2023 et début 2024, il est constaté des dépassements récurrents des valeurs limites pour le pH, les MES, le fer et les sulfates. De plus, les valeurs de rejet sont variables d'un mois à l'autre pour le paramètre pH : 4.5 en janvier 2024, 8 en février 2024.</p> <p>L'exploitant indique que la modification récente du circuit des eaux va permettre une meilleure gestion des eaux et des valeurs de rejet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 9.4. de l'arrêté préfectoral du 1er avril 1999 complété le 31 décembre 2002.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------

**N° 6 : Contrôles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 9.5.
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles
---

**Prescription contrôlée :**

Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel sera réalisé dans les conditions suivantes :

- pH (une fois par mois)
- MES (une fois par mois)
- conductivité (une fois par mois)
- volume (continu)
- Fer (une fois par an, en décembre)

La transmission à l'inspecteur des Installations Classées se fera à la fin de chaque trimestre. (1 fiche par mois).

**Constats :**

L'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux rejetées qui permet de vérifier la périodicité des suivis: les paramètres pH, MES et conductivité de façon mensuelle, le suivi des volumes rejetés n'est pas réalisé et le contrôle du Fer, des métaux totaux et des sulfates a été décalé au mois de janvier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 9.5. de l'arrêté du 1er avril 1999 complété le 31 décembre 2002.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
---

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 7 : POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 10
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES
--

**Prescription contrôlée :**

Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement sera mis en place. Les points de contrôle seront installés au hameau de "Perro", et au hameau du "Bas Pellan".

**Constats :**

L'exploitant fournit le rapport de mesures de retombées de poussières pour l'année 2023, qui conclut à la conformité des valeurs.

Cependant, il est constaté des masses importantes de poussières sur l'ensemble des points de type b pour le dernier trimestre 2023, et l'exploitant doit porter une attention aux valeurs de retombées de poussières pour la prochaine campagne de mesures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : BRUITS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, BRUITS

**Prescription contrôlée :**

En-dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour - jardin - terrasse...) de ces mêmes locaux, pour des niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après.

Ce tableau fixe les points de contrôle caractéristiques et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles :

	Jour (6h30 - 21h30) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (21h30 - 8h30) ainsi que dimanches et jours fériés
Points de contrôle ..	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
Hameau du Bas Pellan	50	48
Hameau de Perre	52	50

Il a été procédé dès l'ouverture de la carrière à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus. Ce contrôle est renouvelé au moins tous les trois ans.



<p>Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit le rapport de mesure de la situation acoustique de février 2024 qui conclut au respect des valeurs de niveaux sonores et d'émergence, hormis un dépassement (6.6 dBA) de la valeur limite d'émergence (5 dBA) sur le point 4: l'Hôtel Neuf.</p> <p>L'exploitant précise que le dépassement est lié à des travaux sur cette zone qui ne représentent pas l'activité normale de la carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser de nouvelles mesures de la situation acoustique de l'installation dans un délai de trois mois, et doit transmettre le rapport à l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 9 : VIBRATIONS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VIBRATIONS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit les derniers résultats de tirs de mines, qui respectent la valeur limite de 10 mm/s.</p> <p>L'exploitant précise que l'installation ne fait pas l'objet de plaintes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>